

L'autochtonisation pour préparer un avenir commun

Jérôme Melançon, Caroline Cantin, Fadila Boutouchent et Heather Phipps

Volume 31, numéro 1, 2019

L'autochtonisation pour préparer un avenir commun

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1059121ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1059121ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Presses universitaires de Saint-Boniface (PUSB)

ISSN

0843-9559 (imprimé)

1916-7792 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Melançon, J., Cantin, C., Boutouchent, F. & Phipps, H. (2019). L'autochtonisation pour préparer un avenir commun. *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 31(1), 1–10. <https://doi.org/10.7202/1059121ar>

L'autochtonisation pour préparer un avenir commun

Suite aux activités de la Commission de vérité et réconciliation du Canada et de la publication de son rapport au printemps 2015, les membres du public, les employés et dirigeants des institutions surtout éducatives canadiennes n'ont pas hésité à adopter les deux objectifs suivants:

- mettre à jour la vérité qu'on a toujours ignoré à dessein;
- intégrer la réconciliation comme valeur sociale et politique.

Au moment de la formation du nouveau gouvernement en 2015, le Parti Libéral a, par ailleurs, réitéré son engagement politique en faveur du renouvellement des relations entre le gouvernement et les peuples autochtones. Cet engagement reflète l'importance de la réconciliation pour la vie publique canadienne. La valorisation de la réconciliation peut se traduire par diverses pratiques susceptibles de transformer les institutions publiques et privées ainsi que les relations entre peuples autochtones et allochtones. Cette volonté et cette nécessité de changer nos relations, présentes depuis bien avant la tenue de la Commission vérité et réconciliation font, aujourd'hui, appel à l'action immédiate. Il est temps que les communautés francophones s'ouvrent, se joignent et agissent avec les organisations et les institutions autochtones pour bâtir un avenir en commun. Ce changement doit ouvrir un espace aux perspectives autochtones par l'inclusion de modes d'être, d'agir et de connaître propres aux nations autochtones, c'est ce qu'on appelle communément *Indigenization*, et que nous traduisons par le terme «autochtonisation».

Cette question se pose avec urgence dans l'Ouest canadien. La population des centres urbains est constituée en grande part

de personnes des Premières Nations, métisses et inuites qui constituent 12,2% de la population de Winnipeg, 10,9% de celle de Saskatoon et 10,1% de celle de Regina. Un grand nombre de personnes autochtones vivent aussi à Edmonton (76,205), Calgary (41,645) et à Vancouver (61,455)¹.

Le racisme demeure une réalité quotidienne pour les personnes autochtones et est encore parfois invisible à nos yeux. Dans un article intitulé «Les attitudes négatives envers les peuples autochtones plus élevées dans les provinces des Prairies» l'*Aboriginal Peoples Television Network* (APTN National News, 2016) met à jour de nombreuses expériences que les personnes autochtones vivent et subissent. Toutefois, nos médias qui traitent de la question ne reconnaissent pas tous ce racisme. Par exemple, le journal *Globe and Mail* dans un article qui a pour titre «L'opinion publique à propos des personnes autochtones au Canada s'améliore» (Galloway, 2016) indique une attitude moins critique et plus optimiste, alors qu'un autre article de Radio-Canada Alberta maintient que «Les préjugés négatifs à l'égard des Autochtones persistent» (ICI Alberta, 2016) et marque seulement l'absence de changement. L'Institut Environics, quant à lui, choisit un intitulé descriptif plus générique pour son étude élargie et parle des impressions et des perceptions des autochtones: *Impressions and perceptions of Aboriginal peoples* (Environics Institute, 2016). Bien qu'il soit plus tentant de se concentrer sur l'amélioration et le progrès accompli plutôt que sur la persistance des problèmes, les attitudes négationnistes quant à la réalité des pensionnats autochtones demeurent présentes, comme le montre le soutien offert à la sénatrice Lynn Beyak (Brake, 2018). Nous considérons ces attitudes devraient être bannies.

La question de l'autochtonisation se pose avec acuité pour les communautés et institutions francophones des provinces de l'Ouest. Les francophones partagent sans doute plusieurs des attitudes du reste de la population de ces provinces. Néanmoins, leur attitude envers le Canada et les politiques linguistiques passées des gouvernements provinciaux peut les porter à se voir eux-mêmes comme des victimes du colonialisme, et mieux rapprocher des peuples autochtones, même si ce rapprochement n'est pas toujours accepté ni réciproque. Par ailleurs, en tant que communautés, ils ont pu, à certains moments de leur histoire,

établir des relations avec les Premières Nations et surtout avec les Métis. Ces relations furent distinctes de celles des autres groupes et indépendantes des politiques gouvernementales. Cependant, comme nous avons pu nous apercevoir après avoir lancé notre appel de communications, peu de travaux se penchent sur cette question en français. C'est ce que montre par ailleurs un rapport préparé par Guillaume Dusseux-Gicquel pour le Centre canadien de recherche sur les francophonies en milieu minoritaire (CRFM) de La Cité universitaire francophone à l'Université de Regina (Dusseux-Gicquel, 2017). Si le nombre de publications universitaires en français sur les thèmes de la décolonisation, de la réconciliation et de l'autochtonisation a augmenté depuis 1990, ce nombre demeure bas de nos jours. De plus, ces publications ne portent pas sur ces concepts et les questions relatives aux actions des communautés francophones.

Pour lancer un dialogue sur la question de l'autochtonisation en tant que transformation institutionnelle, le colloque «Perspectives d'autochtonisation chez les francophones: préparer un avenir commun dans l'Ouest canadien» tenu les 8, 9 et 10 mars 2018 à l'université de Regina, a réuni des intervenants des domaines de l'éducation primaire, secondaire et universitaire, ainsi que des membres des communautés francophones et des intervenants œuvrant dans les communautés autochtones.

* * *

Le premier ensemble de textes, issus de ce colloque, réunit les contributions de chercheurs d'universités des quatre provinces de l'Ouest. Ces chercheurs sont des enseignants et des employés d'institutions publiques qui ont développé des initiatives pour l'autochtonisation au sein de leur facultés et de leurs départements.

Les différentes interventions du colloque ont permis au public (étudiants, chercheurs et partenaires communautaires) d'avoir un survol des actions menées dans l'Ouest canadien. Le colloque a distingué trois thématiques importantes, à savoir, l'examen de la relation entre communautés francophones et autochtones, les principes relatifs à l'examen des consciences et les perspectives éducatives tant au niveau scolaire qu'académique.

Le colloque s'est ouvert avec une présentation de Rodger Ross, conteur traditionnel et membre de la Première Nation George Gordon, qui a rappelé l'importance et la signification des cérémonies pour les Premières nations, les différentes interprétations des traités signés entre le gouvernement du Canada et les autochtones à la fin du XIX^e siècle, l'histoire des pensionnats ainsi que les perspectives divergentes des autochtones et des non-autochtones par rapport à la terre. Ross a souligné la nécessité de se demander comment notre «intention» influence les peuples autochtones. Pour s'engager dans une démarche respectueuse, les francophones et les franco-parlants doivent inviter les autochtones à prendre part aux discussions et s'impliquer dans toutes les étapes menant à une réelle autochtonisation.

Les participants du colloque se sont rassemblés sur le territoire du *Traité 4*, à un endroit qui fait partie du territoire traditionnel des Nêhiyawak (Cris des Plaines), des Anihšīnāpēk et , plus précisément, des Oh-Nakawek (Saulteaux), **ainsi que** des Dakotas, des Lakotas et des Nakodas, et de la terre ancestrale des Métis. Les membres de ces Premiers peuples nous rappellent que les principes du *Traité 4* sont la paix et la bonne entente ou l'amitié; la reconnaissance d'une différence de traditions, de coutumes et de lois; et le partage du territoire. Puisque nous nous sommes rassemblés en tant que francophones et franco-parlants pour discuter de nos relations avec ces peuples, avec ces traités et avec ces territoires, nous avons convié des citoyens des nations autochtones à échanger avec nous.

Après le colloque, un rapport de synthèse des discussions a été produit (Cantin, 2018). Ce rapport inclut entre autres une liste de défis rencontrés par les francophones en milieu minoritaire dans la mise en place de mesures visant l'autochtonisation ainsi que quelques pistes pour le développement de bonnes pratiques. Que ce soit dans le milieu scolaire, universitaire ou communautaire, les pratiques d'autochtonisation mises en place comportent toutes des défis. Par exemple, dans le milieu scolaire, les professeurs aimeraient être mieux outillés avant d'enseigner du contenu autochtone. De même, le milieu universitaire admet qu'il est impératif d'identifier les stéréotypes présentés dans nos outils pédagogiques et d'intégrer les voix des autochtones dans les activités d'enseignement pour réellement changer les façons

d'enseigner. Le principal défi rencontré par les intervenants du milieu communautaire rejoint l'essence même de la présentation de Rodger Ross, à savoir qu'il est nécessaire de poser un regard critique sur notre perspective occidentale afin de comprendre l'histoire et la réalité des communautés autochtones de leur point de vue. L'établissement de relations fructueuses avec les peuples autochtones est conditionnel à cette mise en examen de nos présupposés occidentaux.

Dans l'article développé à partir de son mot de bienvenue aux participants, Jérôme Melançon a rappelé le contexte sociopolitique particulier au cours duquel se déroule le colloque, et a développé quelques fondements conceptuels qui soutiennent la nécessité et le besoin pour les francophones d'amorcer une réelle réflexion sur les actions à mener pour bâtir un avenir en commun. Isabelle Côté de l'université Simon Fraser en Colombie-Britannique, dont l'intervention au colloque sera publiée prochainement (Côté, à paraître), a partagé son cheminement personnel et professionnel dans son processus de décolonisation et nous offre un cadre conceptuel qui soutient différentes voies et voix d'autochtonisation. Ces discours ont été appuyés par Laura Sims de l'Université de Saint-Boniface qui a partagé son expérience de chercheure, apprenant avec ses étudiants à défier les traditions pour intégrer plus de contenu autochtone dans son enseignement. Nathalie Kermaal et Paul Gareau de l'université de l'Alberta ont permis la prise de connaissance des actions concrètes menées comme le cours MOOC sur du contenu autochtone offert depuis 2015. Les auteurs présentateurs ont développé les raisons pour lesquelles il serait nécessaire et important de soutenir la revendication de l'auto-détermination autochtone. Les contributions venant de la Saskatchewan ont, quant à elles, rappelé que notre province a été la première à rendre l'intégration du contenu autochtone obligatoire dans les écoles depuis 2007 (Boutouchent, Phipps, Armstrong et Vachon) et comment la refonte du programme et celle de la formation à l'enseignement au sein du Baccalauréat en éducation sont réfléchies pour exposer les futurs enseignant.e.s au contenu autochtone tout au long du programme de formation entre la Saskatchewan et le Québec. Naomi Fortier-Fréçon et Léa Lang, deux enseignantes lauréates du prix du gouverneur pour l'excellence de l'enseignement en 2017, ont partagé l'expérience vécue avec leurs élèves et les communautés des Premières

nations dans le cadre du projet *Treat4Project* et comment ce projet est en train de donner lieu à de nouvelles initiatives avec la participation de la division scolaire fransaskoise.

Comme le démontre la variété des approches présentées dans les textes de ce dossier, la définition même de l'autochtonisation est problématique. Notre ancienne collègue, Shauneen Pete, dont le travail a été d'orienter les efforts de l'Université de Regina en termes d'autochtonisation et dont les travaux ont inspiré une partie des nôtres, a proposé avec l'Indigenous Advisory Circle, la définition suivante de l'autochtonisation:

The transformation of the existing academy by including Indigenous knowledges, voices, critiques, scholars, students and materials as well as the establishment of physical and epistemic spaces that facilitate the ethical stewardship of a plurality of Indigenous knowledges and practices so thoroughly as to constitute an essential element of the university. It is not limited to Indigenous people, but encompasses all students and faculty, for the benefit of our academic integrity and our social viability. (Pete, 2016)

Étant donné la proximité au niveau physique et institutionnelle de l'université de Regina avec celle des Premières Nations (*First Nations University of Canada*), il nous est possible de développer encore le sens de cette définition. Cette coexistence au niveau physique crée l'obligation de réunir les efforts de collaboration et de transformation. Dans ce contexte, l'autochtonisation peut être comprise comme une série de tâches communes au sein de ces institutions où peuples autochtones et allochtones doivent intégrer leurs efforts pour soutenir l'établissement et le développement des institutions fortes et contrôlées par les peuples autochtones.

L'inclusion des personnes autochtones vient contrer deux dangers possibles. Le premier est une auto-autochtonisation institutionnelle qui ne viendrait servir que ceux qui bénéficient déjà des privilèges et des positions de pouvoir parce qu'elle ne serait menée que par eux. Darryl Leroux (2017, 2018) et, avec lui, d'autres comme Adam Gaudry, Chris Andersen et Chelsea Vowel, critique cette notion d'auto-autochtonisation (en tant qu'experts ayant des liens parfois douteux avec les communautés autochtones). L'hégémonie des experts représente un second

danger. Le fait d'avoir développé une expertise en recherche ne garantit pas l'impératif de probité et de viabilité. Les relations et les liens d'appartenance avec les communautés autochtones doivent être placés au centre des efforts de recherche.

Dans l'optique de favoriser un environnement scolaire, universitaire et communautaire davantage ouvert aux manières d'être et de savoir autochtones, plusieurs recommandations ont été faites par les contributeurs. Dans le milieu scolaire, en plus de souligner la nécessité de développer plus de ressources pédagogiques en français qui misent sur un changement de paradigme (par exemple, intégrer les différents types de savoir dans le curriculum), il est admis que plus de temps devrait être alloué aux enseignants pour leur formation professionnelle en lien avec le contenu autochtone. Quant au milieu universitaire, les pistes de développement sont surtout d'ordre organisationnel: les professeurs ou les gestionnaires qui désirent autochtoniser leur milieu doivent être en mesure d'appuyer leur démarche sur le savoir-faire nécessaire, et les institutions académiques doivent permettre à des universitaires autochtones d'accéder à des postes permanents.

Pour leur part, les représentants du milieu communautaire sont d'avis que les francophones et autres franco-parlants doivent accepter d'aborder de front la question. Une véritable autochtonisation n'est pas possible si les non-autochtones font preuve d'hésitation quant à la façon d'aborder des sujets qui se rattachent à l'histoire autochtone par exemple. Les contributions aux tables rondes montrent, chacune à leur propre manière, les transformations rendues possibles par l'expérience des relations personnelles et par le soutien institutionnel pour l'autochtonisation. Ainsi, chacun présente un parcours d'autochtonisation et de création de liens rendues possibles par l'engagement communautaire: Dominique Samy, par La Cité universitaire francophone/l'Institut français, puis l'Assemblée communautaire fransaskoise; Rhett Sangster, par l'Office of the Treaty Commissioner; Claire Bélanger-Parker, par les liens communautaires et l'entrepreneuriat; et Alexandre Chartier, par la Société historique de la Saskatchewan. Yassine El-Bahlouli, en tant qu'assistant à la recherche autour de ce projet, a par ailleurs pu creuser, à la suite du colloque de Régina un sujet qui y fut peu développé mais souvent effleuré: celui de la relation

entre les nouveaux arrivants francophones et les communautés autochtones.

Le dialogue entre francophones n'est qu'un point de départ. Les discussions ont été nourries par le témoignage de l'ainée et travailleuse sociale Norma Jean Byrd, qui par son souci d'explication de ses gestes, tout comme par son retour sur sa relation avec la langue française, marque bien l'importance pour les francophones d'apprendre à connaître et à comprendre les réalités et valeurs autochtones. Catherine Lemire, membre de la Première nation Red Pheasant, métisse et fransaskoise, a par ailleurs affirmé que les francophones doivent décider ensemble des raisons pour lesquelles ils désirent établir des relations avec les communautés autochtones et leur offrir des occasions de collaboration. C'est donc aux francophones de savoir ce qu'ils veulent et ont à offrir pour ensuite se tourner vers les personnes et les communautés autochtones qui pourront répondre selon leurs capacités et leurs intérêts. Il reste donc aux francophones, leurs communautés, leurs organismes et institutions, de mener une réflexion en reconnaissance d'un besoin mutuel. S'ils se tournent vers les communautés autochtones, ce doit être parce qu'ils ont besoin d'elles, et parce qu'elles ont leurs propres raisons d'établir de nouvelles relations.

Nous tenons à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada qui a permis la tenue du colloque et la publication de ce numéro spécial des *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest* grâce à une subvention du programme Connexion du CRSH. Nous remercions également, pour leur soutien financier, l'Indigenous Advisory Circle de l'Université de Regina et Patrimoine Canada, par le biais de La Cité universitaire francophone, aussi de l'Université de Regina, ainsi que la First Nations University of Canada qui a accueilli les intervenants de la journée de samedi. Nous tenons aussi à souligner la contribution du Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest, qui a facilité la publication de ces textes issus du colloque. Nous remercions aussi les institutions qui ont rendu possible le déplacement et la participation des intervenants.

Jérôme MELANÇON, Caroline CANTIN
Fadila BOUTOUCHENT et Heather PHIPPS

NOTES

1. Selon les données du recensement de 2016 (Statistique Canada, 2017a; 2017b).

BIBLIOGRAPHIE

- APTN NATIONAL NEWS (2016) «Negative attitudes toward Indigenous peoples highest in Prairie provinces: national poll», APTN National News, 8 juin. Sur Internet: <http://aptnnews.ca/2016/06/08/negative-attitudes-toward-indigenous-peoples-highest-in-prairie-provinces-national-poll-2/>.
- BRAKE, Justin (2018) «The 'Beyak Effect': Fighting anti-Indigenous racism and settler denialism in Canada», APTN National News, 21 février. Sur Internet: <http://aptnnews.ca/2018/02/21/beyak-effect-fighting-anti-indigenous-racism-settler-denialism-canada/>.
- CANTIN, Caroline (2018) «Perspectives d'autochtonisation chez les francophones : Préparer un avenir commun dans l'Ouest canadien», *Jonctions et convergences université-communauté*, n° 2018.1, Regina, SK: Centre canadien de recherche sur les francophonies en milieu minoritaire. Sur Internet: <https://lacite.uregina.ca/fr/crfm/projets/rapports>.
- CÔTÉ, Isabelle (à paraître) «L'intégration des perspectives autochtones dans les programmes d'études en Colombie-Britannique: contextes, enjeux et pistes de recherche», *Relais, revue du Laboratoire d'Études et de Recherches sur l'interculturel (LERIC-URAC 57) de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université Chouaïb Doukkali d'El Jadida (Maroc)*, vol. 4.
- DUSSEUX-GICQUEL, Guillaume (2017) «Réconcilier, autochtoniser et décoloniser: Comprendre les perspectives et tisser des relations», Regina, SK: Centre canadien de recherche sur les francophonies en milieu minoritaire. Sur Internet: <https://lacite.uregina.ca/fr/crfm/projets/rapports>.
- ENVIRONICS INSTITUTE (2016) *Canadian Public Opinion on Aboriginal Peoples. Final Report*, Toronto: The Environics Institute. Sur Internet: https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/project-documents/public-opinion-about-aboriginal-issues-in-canada-2016/final-report.pdf?sfvrsn=30587aca_2.
- GALLOWAY, Gloria (2016) «Public opinion of indigenous people in Canada improving: survey», *The Globe and Mail*, 8 juin 2016. Sur Internet: <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/public-opinion-of-indigenous-people-in-canada-improving-survey/article30346252/>.

- ICI ALBERTA (2016) «Les préjugés négatifs à l'égard des Autochtones persistent», *Radio-Canada*, le 8 juin 2016. Sur Internet: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/785991/sondage-autochtone-racisme>.
- LEROUX, Darryl (2017) «Réplique au professeur Malette», *Trahir – Le blog*, 25 novembre. Sur Internet: <https://trahir.wordpress.com/2017/11/25/leroux-replique/>.
- _____ (2018) «We've been here for 2,000 years': White settlers, Native American DNA and the phenomenon of indigenization», *Social Studies of Science*, vol. 48, n° 1, p. 80-100.
- PETE, Shauneen (2016) «100 ways: Indigenizing & Decolonizing Academic Programs», *aboriginal policy studies*, vol. 6, n° 1, p. 81-89.
- STATISTIQUE CANADA (2017a) *Série «Perspective géographique», Recensement de 2016*, Produit n° 98-404-X2016001 au catalogue de Statistique Canada, Produits de données, Recensement de 2016, Ottawa, Ontario. Sur Internet: <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-CANfra.cfm?Lang=Fra&GK=CAN&GC=01&TOPIC=9>.
- _____ (2017b) «Les peuples autochtones au Canada: faits saillants du Recensement de 2016», *Le Quotidien*, le mercredi 25 octobre 2017, Composante du produit n° 10 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, Produits de données, Recensement de 2016, Ottawa, Ontario. Sur Internet: <https://www150.statcan.gc.ca/n1/dailyquotidien/171025/dq171025a-fra.pdf>